

VILLAGES ET VILLAGEOIS AU MOYEN AGE

Société des Historiens Médiévistes de
l'Enseignement Supérieur Public
Série Histoire Ancienne et Médiévale - 26
Paris, Publications de la Sorbonne 1992

Adriaan VERHULST

VILLAGES ET VILLAGEOIS AU MOYEN AGE

Villages et villageois, particulièrement au Moyen Age, est un thème à l'ordre du jour, comme en témoignent plusieurs congrès et colloques des quinze dernières années. Il y a eu, en 1976, le congrès à Varsovie de la Société Jean Bodin, dont les volumes des actes ont finalement paru avec beaucoup de retard, le cinquième et dernier en 1987. En 1973 et 1974 les colloques organisés à Göttingen sous les auspices de l'Académie de Göttingen par la commission archéologique de cette institution dirigée par l'archéologue H. Jankuhn, furent consacrés au village à l'âge du Fer et pendant le haut Moyen Age. Les journées internationales d'Histoire organisées par feu Ch. Higounet à l'abbaye de Flaran furent consacrées en 1982 aux communautés villageoises de l'Europe occidentale du Moyen Age aux Temps Modernes, tandis qu'en cette même année 1982 la Société académique de Saint-Quentin publia un volume de conférences sous le titre « Les chartes et le mouvement communal ». En 1986 le 13^e Colloque international organisé à Spa par le Crédit Communal de Belgique eut comme thème « Les structures du Pouvoir dans les communautés rurales en Belgique et dans les pays limitrophes (XII^e-XIX^e siècle) ». Au 17^e Congrès International des Sciences Historiques à Madrid enfin, dans la section chronologique du Moyen Age, la journée du mardi 28 août prochain sera consacrée, sous l'impulsion de M. Peter Blickle de Berne, au mouvement communal dans le monde rural.

Dans ce domaine apparemment très vivant de la recherche, l'accent est mis d'une part sur le village dans le sens très concret du mot, c'est-à-dire sur l'aspect matériel et géographique du village, abordé principalement par la voie de l'archéologie ; d'autre part sur son support humain, les villageois, principalement sous l'angle de la communauté rurale, c'est-à-dire la

formation, les compétences et l'activité des institutions qui sur le plan social, juridique, économique et religieux unissaient et représentaient l'ensemble des habitants d'un village.

En ce qui concerne le village dans son sens géographique et matériel, sa définition large, généralement acceptée de nos jours, comme un ensemble fonctionnel, transcendant la simple juxtaposition géographique de quelques fermes et maisons, aussi peu nombreuses qu'elles soient – un ensemble dont la fonctionnalité se manifeste dans des éléments communautaires comme des parcs de rassemblement pour le bétail, tels les trieux, (flam. *dries*) en Belgique, ou des communaux ou encore l'église et le cimetière – cette définition large du village dépasse l'approche archéologique et rend difficile l'application de celle-ci en dehors des éléments purement matériels et géographiques. Si l'approche archéologique suffit pour rendre probable l'existence de villages dans le sens matériel, dès l'époque de la Tène et notamment pendant l'époque mérovingienne, comme le prouvent les exemples célèbres de Warendorf en Westphalie, Kirchheim en Bavière ou Eketorp dans l'île d'Öland, la discussion s'ouvre sur un premier grand problème dès que l'on s'interroge sur la stabilité et la continuité du village pendant le haut Moyen Age, dont l'archéologie a démontré le caractère ambulant ou souvent éphémère.

Malgré le témoignage des lois « barbares » sur le rôle du voisinage (lat. *vicinitas*, germ. *burscap*) dans la fonctionnalisation du village, par exemple à l'occasion de l'usage des communaux pour le bétail qu'attestent également d'autres sources écrites pendant le VII^e siècle, certains auteurs, notamment Robert Fossier, invoquant l'argument archéologique du déplacement du village ou de sa disparition comme « *Wüstung* » d'une part, sollicitant d'autre part certaines descriptions dans les polyptiques – source dont ils contestent par ailleurs la valeur – nient l'existence avant le X^e-XI^e siècle de villages dans le sens fonctionnel, dont la stabilité matérielle et géographique leur paraît une des conditions essentielles. Fossier trouve des alliés dans ceux qui, plus que lui, affirment la primauté du grand domaine au haut moyen âge et font naître le village seulement après la dislocation de celui-ci, à partir de la fin du IX^e siècle. D'autres historiens, par contre, comme par exemple Schwind à propos du Sud-Ouest de l'Allemagne, démontrent à l'aide de nombreuses chartes et notices de tradition, que même au sein d'un grand ensemble foncier d'une abbaye, existaient en pleine époque carolingienne des villages sans structure seigneuriale, plus stables que des « *Grundherrschaften* » ou seigneuries foncières voisines, dont beaucoup, à la suite et à la mesure des progrès du régime domanial, étaient en perpétuelle évolution. Malheureusement la nature de la documentation de Schwind ne lui a pas permis d'y déceler les traces d'activités communautaires des habitants, bien qu'il en admette l'existence à cause de l'attestation, dans ces villages et dès cette haute époque, de la rotation triennale des cultures.

Fossier a évidemment raison lorsque, comme le fait également Leopold Genicot, il situe la naissance du village, comme groupement ayant une personnalité juridique et une conscience collective, après l'époque carolingienne, au X^e siècle au plus tard. Cette deuxième naissance du village, si l'on peut s'exprimer ainsi, cette fois véritablement dans le sens fonctionnel, certains ne la croient possible qu'après la disparition du grand domaine qui aurait éclipsé le village du haut Moyen Age, tandis que d'autres, notamment Genicot, pensent au contraire que le grand domaine a précisément joué un rôle décisif dans la naissance de la communauté rurale, en créant un lien entre des hommes soumis à un même maître. S'ouvre ainsi la discussion sur le deuxième grand problème après celui des origines, celui des facteurs ayant contribué à la formation de la vraie communauté villageoise, leur chronologie, leur importance.

De ce point de vue plusieurs auteurs, parmi lesquels Genicot, citent en premier lieu, également du point de vue chronologique, le rôle de la paroisse, depuis le VIII^e siècle pour certains, depuis le IX^e au plus tard pour la plupart des auteurs. Il est curieux de noter que Fossier ne se trouve pas parmi eux, car il ne situe le rôle de la paroisse qu'au début du XIII^e siècle, lorsqu'en 1214/15 le Concile du Latran décréta l'appartenance du fidèle à une seule paroisse. Ceux qui connaissent l'allergie de Fossier pour tout jugement positif sur l'époque carolingienne, ne s'étonneront pas de son silence à propos de la paroisse carolingienne comme facteur de cohésion pour la communauté rurale naissante.

Malgré le fait que Fossier situe néanmoins, lui aussi, l'origine de la communauté villageoise au X^e siècle « au plus tard », vraisemblablement en relation avec sa théorie bien connue de « l'encellulement », il attribue l'importance la plus grande dans cette formation du village au sens fonctionnel, à des facteurs qui ont surtout été à l'oeuvre du XI^e au XIII^e siècle : à part l'implantation de la seigneurie banale, notamment à partir de la construction de mottes, Fossier cite des facteurs d'ordre juridique, comme les constitutions de « paix » et les franchises rurales, d'ordre économique comme les remaniements du terroir à la suite de l'introduction de l'assolement triennal ou la défense des droits des villageois sur les communaux, surtout pendant la dernière phase des grands défrichements, au XIII^e siècle, d'ordre social enfin comme la modification de la texture familiale par suite de l'éclatement de la famille large, à l'existence de laquelle avant le X^e-XI^e siècle Fossier semble croire toujours, ou l'apparition d'artisans au sein du groupe villageois, si ce n'est là aussi un phénomène que des textes carolingiens permettent de dater beaucoup plus haut dans le temps. Il y a donc encore matière à discussion, même à propos de facteurs sur lesquels l'unanimité des historiens est beaucoup plus grande que sur les graves problèmes évoqués au début de notre exposé.

Ainsi à propos des franchises, la discussion porte sur la question de savoir qui en a pris l'initiative : la communauté villageoise ou le seigneur,

ou la discussion porte encore sur l'éternelle question des jurés mandataires élus de la communauté rurale, concurrents des échevins ?

A propos des facteurs d'ordre économique aussi, tout n'est pas clair non plus. Les défrichements des XI^e-XIII^e siècles ont-ils eu pour effet une concentration de la population dans le village ou la dispersion ? L'assolement triennal a-t-il vraiment envahi partout l'ensemble du terroir villageois et a-t-il donc été un facteur important de cohésion ? Ou est-il au contraire resté limité à certaines parties du terroir seulement, notamment celles ayant auparavant fait partie de la réserve seigneuriale ?

Même pour la troisième période qu'il est possible de déterminer dans l'histoire de la communauté rurale, après celle des origines lointaines et celle de sa formation (X^e-XII^e siècles), à savoir la période où, à partir du XIII^e siècle, les sources écrites sur la communauté rurale proprement dite deviennent beaucoup plus explicites, sans être encore abondantes, les problèmes sont nombreux et aussi plus diversifiés. Tandis que les finances de la communauté rurale restent pratiquement inconnues avant la fin du Moyen Age, faute de sources, ses gestionnaires apparaissent dans les sources, mais souvent avec le seul qualificatif de *meliores* : les meilleurs, les plus riches, les plus anciens, les plus sages. Qui sont-ils, d'où viennent-ils, quelle est leur condition économique et sociale, comment sont-ils désignés ou ont-ils, comme certains historiens le pensent, enlevé à un certain moment le pouvoir à des mandataires élus ? Autant de questions importantes et néanmoins encore généralement sans réponse, comme le suggère notamment le questionnaire établi par le congrès international de Madrid, où l'on trouve formulées la plupart des questions que pose l'activité de la communauté rurale à partir du XIII^e siècle. Parmi celles-ci je cite encore : les conditions pour être membre à plein droit de la communauté, en relation avec l'évolution du statut personnel des villageois ; les compétences de la communauté et leur délimitation vis-à-vis du pouvoir seigneurial : comment ces compétences sont-elles définies, par qui ; est-ce qu'elles s'étendent jusqu'à certains aspects de la justice ou est-ce que celle-ci reste en grande partie seigneuriale ? Le questionnaire de Madrid pose aussi à juste titre le problème des fonctionnaires de la communauté : herdières, messiers et autres. Existient-ils antérieurement aux échevins et qui les désigne ? Etaient-ils à plein temps et payés ?

Comme on voit, la liste de telles questions peut être facilement allongée et ce que l'on sait à ce sujet pour des siècles postérieurs – où l'on dispose d'une connaissance étendue, abondamment illustrée en 1986 au XIII^e colloque de Spa du Crédit Communal de Belgique dont je parlais au début – peut nourrir l'inspiration. Dans le domaine de l'histoire rurale et plus particulièrement à propos d'une institution comme la communauté rurale dont les archives n'ont commencé à être conservées, à part quelques chartes fondamentales antérieures, qu'à partir du XV^e siècle, le médiéviste ne peut se cantonner, moins que jamais, dans sa période chronologique. De même

qu'il ne peut ignorer, pour les siècles obscurs des origines, les apports de l'archéologie médiévale, si féconde dans ce domaine dans presque tous les pays européens depuis plusieurs décennies, le médiéviste qui veut étudier la communauté rurale doit transgresser, à l'autre bout de sa période, les limites chronologiques traditionnelles de celle-ci et englober dans sa recherche au moins une bonne partie du XVI^e siècle. Ainsi peut-on espérer qu'un jour ne manqueront plus, dans des ouvrages d'histoire rurale de grande valeur, des pages ou des chapitres sur la communauté rurale, comme il arrive encore trop souvent.